

SYNDICAT DES EAUX DE LA ROCHETTE

**SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE**

PHASE 3

SCHEMA DIRECTEUR



SIEGE

6, Rue Grolée
69289 LYON Cédex 02

Téléphone : 04-72-32-56-00
Télécopie : 04-78-38-37-85

E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr

IMPLANTATION REGIONALE

10, Avenue Zanaroli
74600 SEYNOD

Téléphone : 04-50-51-64-70
Télécopie : 04-50-52-92-77

E-mail : cm-annecy@cabinet-merlin.fr



**Sarl PMH (Prestations de Mesures
Hydrauliques) :**

74 Cours Richard VITTON - 69003 LYON

Téléphone : 04.78.53.63.45 - **Télécopie**: 04.78.53.63.45

e-mail : premeshyd@wanadoo.fr

GRUPE MERLIN/Réf doc : 151481-108-ETU-ME-1-006

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	M. SCHWEBLIN	R. GARCIA	29/12/06	Etablissement
B	M. SCHWEBLIN	R. GARCIA	29/03/07	Révision

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	3
2	ORGANISATION DU SERVICE	4
2.1	PROPOSITION D'UN PROTOCOLE DE SUIVI	4
2.1.1	<i>FONCTIONNEMENT ACTUEL</i>	<i>4</i>
2.1.2	<i>PROPOSITION D'UN PROTOCOLE DE SUIVI</i>	<i>5</i>
2.2	MISE A JOUR DU REGLEMENT DE SERVICE	6
2.3	MOYENS PERSONNEL ET MATERIEL A METTRE EN ŒUVRE	6
2.3.1	<i>MATERIEL A METTRE EN ŒUVRE</i>	<i>6</i>
2.3.2	<i>PERSONNEL A METTRE EN ŒUVRE :</i>	<i>7</i>
2.4	SYNTHESE	8
3	PROGRAMME DE TRAVAUX HIERARCHISES	9
3.1	AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EAU	9
3.2	SECURISATION DE LA RESSOURCE	10
3.3	EQUIPEMENTS POUR LA TELEGESTION	10
3.4	AMELIORATION DE LA DEFENSE INCENDIE	11
3.5	RENOVATION DU BATI	12
3.6	BILAN DES AMENAGEMENTS ET PHASAGE	13
4	ACTUALISATION DE L'ENQUETE PATRIMOINE	15
4.1	BILAN DES INFRASTRUCTURES	15
4.1.1	<i>CAPTAGES</i>	<i>15</i>
4.1.2	<i>POMPAGES</i>	<i>15</i>
4.1.3	<i>RESERVOIRS</i>	<i>16</i>
4.1.4	<i>CHAMBRES PRINCIPALES</i>	<i>16</i>
4.1.5	<i>REDUCTEURS</i>	<i>17</i>
4.1.6	<i>CANALISATIONS</i>	<i>18</i>
4.2	COUT DE RENOUVELLEMENT	19
5	APPROCHE DE L'IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU	20
6	SYNTHESE PLU	22
ANNEXES		23
ANNEXE 1 :	REGLEMENT DE SERVICE TYPE	24
ANNEXE 2 :	SYNTHESE PLU	40

1 INTRODUCTION

Ce rapport a pour objet de fixer les termes du schéma directeur d'alimentation en eau potable du syndicat des eaux de la Rochette.

2 ORGANISATION DU SERVICE

2.1 PROPOSITION D'UN PROTOCOLE DE SUIVI

2.1.1 FONCTIONNEMENT ACTUEL

2.1.1.1 Relevés de compteurs

Les réseaux AEP du syndicat des eaux de la Rochette sont équipés de 22 compteurs généraux, répartis sur l'adduction et les différents sites de distribution.

Le suivi se fait grâce à un relevé mensuel sur site et un report sur papier avec calcul du volume transité entre chaque relevé et du débit moyen journalier correspondant.

Les relevés de compteur de 2001 à 2006 ont été récupérés auprès du syndicat et analysés. Les courbes déduites ont été reportées dans le rapport intermédiaire de phase 1.

D'importantes variations interannuelles et intersaisonnières ont été révélées sur certains compteurs, les explications de ces phénomènes peuvent être divers et variées :

- Dysfonctionnement du compteur ;
- Erreur de lecture ;
- Variation de la demande (des particuliers ou des industriels)
- Casses ou fuites sur réseaux ;
- Travaux sur réseaux ;
- Ecoulements permanents ;
- Purges sur réseaux ;
- Piquages ponctuels non recensés ;
- Maillages ponctuels ;
- Etc.

Afin de faire la part entre les variations dues à une évolution de la consommation et celles dues à un changement d'exploitation des réseaux AEP, il nous paraît important de renforcer le protocole de suivi des compteurs sur le syndicat.

2.1.1.2 Interventions sur réseaux

Les interventions sur réseaux réalisées ou en projet sont actuellement notées dans un cahier d'exploitation. Elles concernent principalement :

- Casses ou fuites sur réseaux ;
- Travaux sur réseaux ;
- Purges sur réseaux ;

2.1.2 PROPOSITION D'UN PROTOCOLE DE SUIVI

2.1.2.1 Informatisation des données

Dans un premier temps, il s'agit de rapatrier l'ensemble des relevés de compteur sous un format informatique (tableaux Excel par exemple), afin de pouvoir traiter ces données le plus efficacement possible et de pouvoir en déduire :

- ✓ Les débits moyens journaliers
- ✓ Les variations mensuelles inter annuelles
- ✓ Les bilans annuels : volumes total transité, débits moyen, minimum et maximum, coefficients de pointe saisonnier

Ce fichier pourra également faire apparaître toutes les interventions sur réseaux pouvant entraîner un changement dans l'évolution des débits transitant.

Ce système d'archivage sous format informatique pourra être étendu à l'ensemble des produits gérés par le syndicat.

Il pourra être en lien avec le futur SIG actuellement mis en place sur le syndicat dans le cadre de cette étude.

2.1.2.2 Mise en place d'une télégestion

Afin d'assurer un suivi permanent des réseaux AEP du syndicat, nous préconisons la mise en place d'un système de télégestion sur les organes principaux.

Nous proposons d'installer les équipements présentés ci-dessous.

- ✓ Nouveau réservoir Joudron : suivi du marnage + compteurs C74 et C75
- ✓ Réservoir de La Combe : suivi du marnage + compteur C1
- ✓ Réservoir de la Chapelle Blanche : suivi du marnage
- ✓ Carrefour Gayet : suivi du compteur C22
- ✓ Les Mollettes : suivi du compteur C 65
- ✓ Laissaud : suivi du compteur C61
- ✓ Réservoir de la Rochette : suivi du marnage + compteurs C81 et C82
- ✓ Réservoir d'Etable Foyot : suivi du marnage + compteur C41
- ✓ Réservoir de Rotherens : suivi du marnage + compteur C91
- ✓ Rotherens : suivi du compteur C95
- ✓ Le Puits de la Seytaz : suivi du compteur C85

Les données seront rapatriées (pas de temps 15 min), sur un poste central, permettant au syndicat d'accéder à n'importe quel moment aux données d'exploitation de son réseau.

La suivi en continu des débits permettra de constater très rapidement les diverses anomalies qui surviennent sur les réseaux, en particulier en cas de casses sur une conduite.

De plus, un système d'alarme pourra être mis en place sur le suivi du marnage des réservoirs de tête, permettant ainsi d'avertir l'exploitant d'une éventuelle rupture dans la chaîne d'alimentation.

2.2 MISE A JOUR DU REGLEMENT DE SERVICE

Le syndicat des eaux dispose d'un règlement de service.

Un document type est fourni en annexe.

2.3 MOYENS PERSONNEL ET MATERIEL A METTRE EN ŒUVRE

2.3.1 MATERIEL A METTRE EN ŒUVRE

2.3.1.1 Plans des réseaux

Les plans réseaux sont remis sous format informatique, établis avec le logiciel AUTOCAD.

Deux types de plans sous format Autocad sont fournis :

- ♦ Un plan avec le fond IGN 1/25 000^e
- ♦ Un plan avec des fonds de plans cadastraux de l'ensemble des communes du syndicat.

L'utilisation ultérieure de ces fichiers nécessite que le syndicat fasse l'acquisition de matériels informatiques et de logiciels spécifiques, en fonction du mode de gestion cartographique désiré.

1) Mode d'utilisation basique

Visualisation et impression des plans (sans modification possible) à l'aide du logiciel gratuit Bentley-View (téléchargeable sur Internet). Impression des plans sur imprimante au format A4 ou A3.

2) Mode d'utilisation standard

Acquisition du logiciel AUTOCAD, permettant ainsi de mettre à jour les plans en fonction des évolutions du réseau d'eau potable.

Coût du logiciel (Version Autocad LT) : **1 200 € H.T**

Configuration système recommandée l'installation d'Autocad LT:

- Processeur Intel® Pentium® IV
- Microsoft® Windows® XP (Professionnel, Edition familiale, ou Edition Tablet PC avec SP1 ou SP2), ou Windows® 2 000 Professionnel (SP3 ou SP4)
- 512 Mo de RAM
- 550 Mo d'espace disponible sur le disque pour l'installation

- Ecran VGA 1 024 x 768, avec True Color
- Microsoft® Internet Explorer 6.0 ou version ultérieure
- Lecteur de CD-ROM
- Souris, trackball ou autre dispositif de pointage compatible

Coût PC : **1 100 euros H.T**

Coût écran : **450 euros H.T**

L'impression des plans papiers à l'échelle des communes s'effectue à l'aide d'un traceur ; si le syndicat désire éditer lui-même ces plans , l'acquisition d'un traceur coûte entre 4 000 et 5000 € H.T.

3) Mise en place d'un S.I.G

2.3.1.2 Données d'exploitation

Le syndicat devra se pourvoir d'un poste central pour le rapatriement des données de télégestion.

2.3.2 PERSONNEL A METTRE EN ŒUVRE :

Le syndicat devra s'assurer que son personnel est suffisant pour gérer les nouvelles fonctions suivantes :

- ✓ Gestion des données d'exploitation : archivage, traitement, analyse des données, compte rendu, etc.
- ✓ Gestion de la base SIG : mise à jour, extraction de données, etc.

Il pourra envisager le recrutement d'une personne supplémentaire pour assurer ces fonctions ou éventuellement une formation ciblée sur la gestion de ces nouveaux systèmes.

2.4 SYNTHESE

L'organisation du service définie précédemment devra permettre au syndicat une gestion optimisée de ces réseaux AEP. Le suivi permanent de certains points du réseau garantira une gestion efficace et réactive, dans l'exploitation de tous les jours (fuites sur réseaux, gestion des travaux de maintenance, réalisation de maillage ponctuels, etc.) mais également dans des situations critiques (rupture d'une l'alimentation principale, déficit ponctuel du bilan besoin-ressource, etc.).

Outre le coût relatif aux équipements annexes (informatique, logiciels classiques, etc.) et les besoins en personnel supplémentaire, la mise en place d'un suivi permanent à l'échelle du syndicat a été estimé à un montant de **182 000 €** (Cf. rapport de phase 2).

3 PROGRAMME DE TRAVAUX HIERARCHISES

La phase 2 du schéma directeur a abouti à des propositions d'aménagements. Ces aménagements ont été ajustés et validés à l'issue de la réunion de présentation du 28 septembre 2006 avec les différents acteurs.

Les tableaux suivants récapitulent ces aménagements et précisent leur priorité pour les 10 prochaines années.

Les ordres de priorité sont les suivants :

- ✓ Priorité 1 : travaux à réaliser à court terme
- ✓ Priorité 2 : travaux à réaliser à moyen terme
- ✓ Priorité 3 : travaux à réaliser à long terme

3.1 AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EAU

Les aménagements en matière d'amélioration de la qualité des eaux sont présentés dans le tableau suivant :

Localisation	Aménagement	Prix total	Priorité
Qualité de l'eau brute		13 300 €	
Station Presle	Expertise de la station de traitement	7 800 €	1
Station Bourget	Examen complémentaire du projet de neutralisation au niveau de la chambre du Verneil	5 500 €	1
Qualité de l'eau distribuée		190 000 €	
Les Mollettes	Maillage des réservoirs de Villarbét et des Mollettes	80 000 €	1
	Ouverture du maillage avec le réseau de La Rochette	- €	1
Réservoir Rotherens	Installation d'une station UV au niveau du réservoir de Rotherens ou de l'usine Raffin	PM	1
Réservoir Villard-Sallet	Mise en place d'un poste de chloration	10 000 €	2
Réservoir La Croix de la Rochette	Mise hors service du réservoir	- €	1
Réservoir Villaroux	Solution 1: Diminution du volume mobilisable à 120 m³	PM	1
	Solution 2: Mise en place d'un poste de chloration	10 000 €	2
Réservoir Château La Rochette	Mise hors service du réservoir	- €	1
Réservoir Montbertrand	Mise hors service du réservoir + station de surpression	60 000 €	2
Réservoir Grand Mont	Mise hors service du réservoir + station de surpression	30 000 €	3
Total Aménagements Qualité =		203 300 €	

3.2 SECURISATION DE LA RESSOURCE

Les aménagements en matière de sécurisation de la ressource en eau sont présentés dans le tableau suivant :

Objectif	Aménagement	Prix total	Priorité
Sécurisation Interne		1 912 000 €	
Utilisation du Puits de la Seytaz au maximum de sa capacité	Solution 1: Mise en place d'une pompe de secours sous caisse (prix hors maintenance estimée à 3 500 €/an)	7 000 €	2
	Solution 2: Mise en place d'une deuxième station de pompage	91 000 €	2
Mise en adéquation des besoins face à la ressource	Connexion du réseau de Détrier avec le réseau de la Rochette	130 000 €	2
Sécurisation interne des secteurs Gelon-Joudron	Solution 1: Sécurisation réciproque, avec mise en place d'une station de pompage	985 000 €	3
	Solution 2.vs1: Interconnexion gravitaire depuis l'adduction Gelon vers le réservoir de la Combe	700 000 €	3
	Solution 2.vs2: Interconnexion gravitaire depuis l'adduction Gelon vers le réseau de distribution de La Chat	385 000 €	3
	Solution 2.vs3: Interconnexion gravitaire depuis l'adduction Gelon vers l'adduction alimentant le réservoir de la Chapelle Blanche	385 000 €	3
	Solution 2.vs4: Interconnexion gravitaire depuis l'adduction Gelon vers l'adduction alimentant le réservoir de la Chapelle Blanche et le réseau de distribution de la Chat	385 000 €	3
Sécurisation Presle + Etable	Interconnexion de la commune de Presle avec l'adduction du Gelon	290 000 €	3
Sécurisation et régulation des deux branches d'adduction du secteur Joudron	Création d'un réservoir de tête sur le secteur Joudron	500 000 €	2
Sécurisation Interne		684 000 €	
Interconnexion avec le syndicat de Chamoux	Interconnexion au niveau des communes des Mollettes et de Laissaud	684 000 €	3
Total Aménagements Sécurisation =		2 596 000 €	

Solution retenue

3.3 EQUIPEMENTS POUR LA TELEGESTION

Les aménagements nécessaires à l'équipement en télégestion du syndicat sont présentés dans le tableau suivant :

Aménagement	Quantité	Prix Unitaire	Prix total	Priorité
Suivi du marnage	6	10 000 €	60 000 €	1
Nouveau réservoir Joudron	1			
Réservoir de la Rochette	1			
Réservoir de La Combe	1			
Réservoir de la Chapelle Blanche	1			
Réservoir d'Etable Foyot	1			
Réservoir de Rotherens	1			
Suivi des débits	12	6 000 €	72 000 €	1
Nouveau réservoir Joudron : compteurs C74 et C75	2			
Réservoir de la Rochette : compteurs C81 et C82	2			
Réservoir de La Combe : compteur C1	1			
Carrefour Gayet : compteur C22	1			
Les Mollettes : compteur C 65	1			
Laissaud : compteur C61	1			
Réservoir d'Etable Foyot : compteur C41	1			
Réservoir de Rotherens : compteur C91	1			
Rotherens : compteur C95	1			
Le Puits de la Seytaz : suivi du compteur C85	1			
Poste central	1	50 000 €	50 000 €	1
Total Aménagements Télégestion =			182 000 €	

3.4 AMELIORATION DE LA DEFENSE INCENDIE

Les aménagements en matière d'amélioration de la défense incendie sont présentés dans le tableau suivant :

Lieu	Aménagement	Prix total	Priorité
ARVILLARD		296 000 €	
La Chavanne	Changement de la conduite F80 en Ø100	90 000 €	1
Les Varandes	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
Calvin	Aménagement d'une prise d'eau sur le Joudron	11 000 €	3
Mont Levet	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
Ste Marguerite	Mise en place d'une bâche incendie	39 000 €	2
LA CHAPELLE BLANCHE		120 500 €	
Le Thouvard	Déplacement d'un réducteur	3 500 €	2
P. Mathieu	Mise en place d'une bâche incendie	39 000 €	3
Mont Cenis	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
Plan Pinet	Mise en place d'une prise d'aspiration sur le réservoir de Laissaud	PM	2
DETRIER (solution 1 uniquement)		170 000 €	
La Plaine	Solution 1: Renforcement des conduites en Ø110	170 000 €	1
	Solution 2: Installation de prises d'eau sur le lac St Clair	11 000 €	1
LAISSAUD		78 000 €	
Coise, Les Teppes	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
LES MOLLETES (solution 1 uniquement)		200 000 €	
La Ville	Solution 1: Réfection des réseaux de la Ville	200 000 €	2
	Solution 2: Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
Villarbet	Inspection approfondie du réseau en sortie du réservoir de Villarbet	PM	1
PRESLE		1 014 400 €	
Les Blancs	Changement des conduites F80 en Ø100	36 000 €	2
La Luzerne	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
Montessuis-Rosset	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
Coutaz Chart	Changement de la conduites F100 en Ø125	48 400 €	1
Pinchinet	Changement de la conduite F80 en Ø100	44 000 €	1
Les Plagnes	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
Mollard Jay	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	1
Le Plateau - La Panse Durieux	Renforcement de la conduite d'adduction en Ø125	286 000 €	1
Preslette	Changement de la conduite F80 en Ø100	30 000 €	1
Presle Centre	Changement de la conduite F60 en Ø100	10 000 €	1
Bas de Presle	Changement de la conduite F80 en Ø100	170 000 €	1
Haut des Violettes	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	3
VILLAROUX		292 000 €	
Centre	Changement des conduites F80 en Ø100 sur 380ml et 370ml	150 000 €	2
la Bâtie	Mise en place d'une bâche incendie	78 000 €	2
Adduction de la Chapelle Blanche	Changement des deux tronçons Ø80 en Ø100	64 000 €	1

LA ROCHETTE		196 000 €	
Les Violettes	Mise en place d'une prise d'aspiration sur le réservoir de La Rochette	PM	2
le Délicat	Changement de la conduite F60 en Ø80	40 000 €	3
Grand Mont	Mise en place d'une bâche incendie	39 000 €	2
Petit Mont	Mise en place d'une bâche incendie	39 000 €	2
Chez les Martins - Les Portier	Mise en place d'une bâche incendie	39 000 €	2
Montbertrand	Mise en place d'une bâche incendie	39 000 €	2
ETABLE		202 500 €	
Vers le Villaret	Renforcement des conduites d'adduction en Ø100	200 000 €	1
Réservoir des Granges	Pose d'un hydrostab	2 500 €	1
VILLARD SALLET		50 000 €	
Les Balladins	Aménagement d'une prise d'eau sur le Gelon	11 000 €	2
Sur les Vignes	Création d'une bâche incendie	39 000 €	2
LA CROIX DE LA ROCHETTE		39 000 €	
Montalbout	Création d'une bâche incendie	39 000 €	2
Total Aménagements Défense Incendie =		2 658 400 €	
Travaux prévus par le syndicat		948 400 €	
Aménagements pouvant être intégrés dans les travaux de renouvellement du syndicat		550 000 €	

3.5 RENOVATION DU BATI

Les aménagements en matière de rénovation du bâti sont présentés dans le tableau suivant :

Aménagement	Prix total	Priorité
Vannes	1 050 €	1
Pompages	300 €	1
Réservoirs	29 650 €	1
Captages	700 €	1
Réducteurs	11 500 €	1
Compteurs	1 900 €	1
Total Cout Rénovation Bâti =	45 100 €	

NB : Le détail des aménagements concernant la rénovation de l'existant est préciser dans le rapport de phase 2.

3.6 BILAN DES AMENAGEMENTS ET PHASAGE

Pour chaque type d'opération , et en fonction des différentes problématiques misent à jour dans le cadre de cette étude, nous avons défini les travaux nécessaires répondants à l'ensemble des objectifs d'amélioration de la distribution en eau du syndicat.

Il est ainsi possible d'évaluer les montants généraux d'investissement à mettre en œuvre par le syndicat pour chacune des problématiques rencontrées et en fonction des différentes priorités définies :

Aménagement	Prix total	Prix total selon priorité		
		1	2	3
Total Aménagements Qualité	203 300 €	77 300 €	80 000 €	30 000 €
Qualité de l'eau brute	13 300 €	13 300 €	- €	- €
Qualité de l'eau distribuée	190 000 €	64 000 €	80 000 €	30 000 €
Total Aménagements Sécurisation	2 596 000 €	- €	637 000 €	1 959 000 €
Sécurisation Interne	1 912 000 €	- €	637 000 €	1 275 000 €
Sécurisation Interne	684 000 €	- €	- €	684 000 €
Total Aménagements Télégestion	182 000 €	182 000 €	- €	- €
Suivi du marnage	60 000 €	60 000 €	- €	- €
Suivi des débits	72 000 €	72 000 €	- €	- €
Poste central	50 000 €	50 000 €	- €	- €
Total Aménagements Défense Incendie	2 658 400 €	1 192 900 €	1 297 500 €	168 000 €
- Part des travaux prévus par le syndicat	948 400 €	748 400 €	200 000 €	0 €
- Part des aménagements pouvant être intégrés dans les travaux de renouvellement du syndicat	550 000 €	364 000 €	186 000 €	0 €
Arvillard	296 000 €	90 000 €	195 000 €	11 000 €
La Chapelle Blanche	120 500 €	- €	81 500 €	39 000 €
Détrier	170 000 €	170 000 €	- €	- €
Laissaud	78 000 €	- €	78 000 €	- €
Les Mollettes	200 000 €	- €	200 000 €	- €
Presle	1 014 400 €	666 400 €	270 000 €	78 000 €
Villaroux	292 000 €	64 000 €	228 000 €	- €
La Rochette	196 000 €	- €	156 000 €	40 000 €
Etable	202 500 €	202 500 €	- €	- €
Villard Sallet	50 000 €	- €	50 000 €	- €
La Croix de la Rochette	39 000 €	- €	39 000 €	- €
Total Cout Rénovation Bâti	45 100 €	45 100 €	- €	- €
Vannes	1 050 €	1 050 €	- €	- €
Pompages	300 €	300 €	- €	- €
Réservoirs	29 650 €	29 650 €	- €	- €
Captages	700 €	700 €	- €	- €
Réducteurs	11 500 €	11 500 €	- €	- €
Compteurs	1 900 €	1 900 €	- €	- €
Total Aménagements =	5 684 800 €	1 497 300 €	2 014 500 €	2 157 000 €
Total Aménagements en charge pour le syndicat =	4 524 800 €	1 416 800 €	1 103 000 €	1 989 000 €

Le tableau page suivante propose le phasage des travaux correspondants.

Celui-ci a été réalisé sur la base des priorités définies et de telle manière à équilibrer le montant des travaux sur les 12 prochaines années.

SYNDICAT DES EAUX DE LA ROCHETTE

SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Localisation	Aménagement	Prix total	Priorité	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Année 11	Année 12
Qualité des eaux		203 300 €		- €	7 800 €	5 500 €	40 000 €	40 000 €	10 000 €	70 000 €	- €	30 000 €	- €	- €	- €
Station Presle	Expertise de la station de traitement	7 800 €	1		7 800 €										
Station Bourget	Examen complémentaire du projet de neutralisation au niveau de la chambre du Verneil	5 500 €	1			5 500 €									
Les Mollettes	Maillage des réservoirs de Villarbat et des Mollettes	80 000 €	1				40 000 €	40 000 €							
Réservoir Rotherens	Ouverture du maillage avec le réseau de La Rochette	PM	1												
	Installation d'une station UV au niveau du réservoir de Rotherens ou de l'usine Raffin	PM	1												
Réservoir Villard-Sallet	Mise en place d'un poste de chloration	10 000 €	2						10 000 €						
Réservoir La Croix de la Rochette	Mise hors service du réservoir	PM	1												
Réservoir Villaroux	Solution 1: Diminution du volume mobilisable à 120 m³	PM	1												
	Solution 2: Mise en place d'un poste de chloration	10 000 €	2							10 000 €					
Réservoir Château La Rochette	Mise hors service du réservoir	PM	1												
Réservoir Montbertrand	Mise hors service du réservoir + station de surpression	60 000 €	2							60 000 €					
Réservoir Grand Mont	Mise hors service du réservoir + station de surpression	30 000 €	3									30 000 €			
Sécurisation de la ressource		2 596 000 €		- €	- €	- €	- €	200 000 €	307 000 €	- €	180 000 €	325 000 €	528 000 €	528 000 €	528 000 €
La Rochette	Utilisation du Puits de la Seytaz au maximum de sa capacité (solution 1: pompe de secours sous caisse)	7 000 €	2						7 000 €						
Détrier-La Rochette	Connexion du réseau de Détrier avec le réseau de la Rochette	130 000 €	2								130 000 €				
Anvillard-La Rochette	Sécurisation interne des secteurs Gelon-Joudron (solution 1: sécurisation totale)	985 000 €	3									85 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €
Le Verneil	Sécurisation Presle + Etable	290 000 €	3								50 000 €	240 000 €			
Mollard-Ciseaux	Création d'un réservoir de tête sur le secteur Joudron	500 000 €	2					200 000 €	300 000 €						
Les Mollettes-Laisaud	Interconnexion avec le syndicat de Chamoux	684 000 €	3										228 000 €	228 000 €	228 000 €
Télégestion		182 000 €		182 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réservoirs syndicat	6 Suivis du marnage	60 000 €	1	60 000 €											
Compteurs syndicat	12 Suivis des débits	72 000 €	1	72 000 €											
Syndicat	1 Poste central	50 000 €	1	50 000 €											
Défense incendie (travaux à charge du syndicat uniquement)		1 498 400 €		95 333 €	316 000 €	321 067 €	295 000 €	85 000 €	0 €	246 000 €	140 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Anvillard (La Chavanne)	Changement de la conduite F80 en Ø100	90 000 €	1		90 000 €										
Détrier (La Plaine)	Solution 1: Renforcement des conduites en Ø110	170 000 €	1				170 000 €								
Les Mollettes (La Ville)	Solution 1: Réfection des réseaux de la Ville	200 000 €	2							60 000 €	140 000 €				
Presle (Les Blancs)	Changement des conduites F80 en Ø100	36 000 €	2							36 000 €					
Presle (Coutaz Chart)	Changement de la conduites F100 en Ø125	48 400 €	1			48 400 €									
Presle (Pinchinot)	Changement de la conduite F80 en Ø100	44 000 €	1			44 000 €									
Presle (Le Plateau - La Panse Durieux)	Renforcement de la conduite d'adduction en Ø125	286 000 €	1	95 333 €	95 333 €	95 333 €									
Presle (Preslette)	Changement de la conduite F80 en Ø100	30 000 €	1				30 000 €								
Presle (Centre)	Changement de la conduite F60 en Ø100	10 000 €	1				10 000 €								
Presle (Bas)	Changement de la conduite F80 en Ø100	170 000 €	1				85 000 €	85 000 €							
Villaroux (Centre)	Changement des conduites F80 en Ø100 sur 380ml et 370ml	150 000 €	2							150 000 €					
Villaroux (Adduction de la Chapelle Blanche)	Changement des deux tronçons Ø80 en Ø100	64 000 €	1		64 000 €										
Etable (Vers le Villaret)	Renforcement des conduites d'adduction en Ø100	200 000 €	1		66 667 €	133 333 €									
Renovation du Bâti		45 100 €		45 100 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réseau syndical	Vannes	1 050 €	1	1 050 €											
Réseau syndical	Pompages	300 €	1	300 €											
Réseau syndical	Réservoirs	29 650 €	1	29 650 €											
Réseau syndical	Captages	700 €	1	700 €											
Réseau syndical	Réducteurs	11 500 €	1	11 500 €											
Réseau syndical	Compteurs	1 900 €	1	1 900 €											
	TOTAL Aménagements Syndicat	4 524 800 €		322 433 €	323 800 €	326 567 €	335 000 €	325 000 €	317 000 €	316 000 €	320 000 €	355 000 €	528 000 €	528 000 €	528 000 €

4 ACTUALISATION DE L'ENQUETE PATRIMOINE

4.1 BILAN DES INFRASTRUCTURES

4.1.1 CAPTAGES

On dénombre 11 captages (Puits de la Seytaz compris), situés sur le Verneil et le Bourget en Huile (hors Syndicat) pour le secteur Gelon et sur Presle pour le secteur Joudron, qui sont les suivants :

N°	Captages	Altitude	Débits étiage 25 mars 03	Débits du 30- janv et 3-fév 06	Année de mise en service	Procédure PP	Observations
Secteur Joudron			29,7 l/s	24,8 l/s			
S7	Les 3 Sources Amont	1130 m	27,0 l/s	21,1 l/s	1990	Procédure en cours	
S8	Les 3 Sources Aval	1100 m	1,7 l/s	1,4 l/s	1990	Procédure en cours	
S11	Fontaine Besse 1a	1055 m	0,9 l/s	2,0 l/s	1990	Procédure en cours	
S10	Fontaine Besse 1b	1050 m	0,0 l/s	0,0 l/s	1990	Procédure en cours	
S9	Fontaine Besse 2	1000 m	0,1 l/s	0,3 l/s	1990	Procédure en cours	
Secteur Gelon			35,8 l/s	47,1 l/s			
S1	Quiquin 1	810 m	8,4 l/s	14,1 l/s	1988	DUP 20juin 1994	repris en 2003
S2	Quiquin 2	800 m	7,7 l/s	11,1 l/s	1988	DUP 20juin 1994	
S4	La Grosse Pierre	900 m	5,6 l/s	7,2 l/s	1998	Procédure en cours	6 ouvrages de captages
S5	Botterens Haut	1080 m			1906	Procédure en cours	abandonné
S6	Botterens Bas	1070 m	3,0 l/s	3,6 l/s	1906	Procédure en cours	
S3	Puits Seytaz	344 m	11,1 l/s	11,1 l/s	1990	DUP 20juin 1994	40 m³/h équipé
Total captages			65,5 l/s	71,9 l/s			

4.1.2 POMPAGES

On dénombre sur le territoire syndical 1 pompage d'exhaure et 8 pompages de reprise qui sont les suivants :

N°	Nom	Localisation	Altitude	Age	HMT	Débit	Vitesse de rotation
Pompage d'exhaure							
P1	SEYTAZ	La Rochette		1990	160 m	45 m³/h	
Pompage de reprise							
P2	Ste Marguerite	Réservoir de Montpezard	580 m	1965	pas d'info	pas d'info	2875 tr/min
				1965	pas d'info	pas d'info	2876 tr/min
P3	Villaroux	Carrefour Gayet sur la Chapelle Blanche	515 m	1957	84 m	5 m³/h	2900 tr/min
				1957	Pas d'info	Pas d'info	2900 tr/min
P4	Montalbout	Réservoir de la Croix	375 m	2005	204 - 63 m	2,4 - 8 m³/h	2900 tr/min
				2005	205 - 63 m	2,4 - 8 m³/h	2901 tr/min
P5	Plan Ravier	La Rochette vers Grand Mont	350 m	pas d'info	pas d'info	pas d'info	pas d'info
				pas d'info	pas d'info	pas d'info	pas d'info
P6	Sur les Vignes	Les Bâtards sur Villard Sallet	568 m	2005	26 - 65,5 m	1,2 - 4,2 m³/h	pas d'info
				2005	27 - 65,5 m	1,2 - 4,2 m³/h	pas d'info
P7	St Maurice	St Maurice vers Montbertrand	374 m	pas d'info	60 m	pas d'info	pas d'info
P8	Grand Mont	Sortie réservoir de Grand Mont	582 m	2005	58 m	5 m³/h	2900 tr/min
				2005	59 m	6 m³/h	2901 tr/min
P9	Montalbout	Réservoir de Montalbout	pas d'info	pas d'info	pas d'info	pas d'info	pas d'info

4.1.3 RESERVOIRS

On dénombre sur le réseau syndical 25 réservoirs qui sont les suivants :

N°	Nom	Commune d'implantation	Altitude	Volume total	Volume incendie
Secteur JOUDRON				1855 m³	934 m³
R6	Les Blancs	Presle	743 m	57 m³	0 m³
R7	Coutaz Chart	Presle	794 m	142 m³	95 m³
R8	Le Mollard	Presle	612 m	102 m³	56 m³
R9	Mollard-Ciseaux	Presle	778 m	42 m³	24 m³
R10	La Combe	Arvillard	633 m	218 m³	133 m³
R11	Lachat	Arvillard	546 m	133 m³	65 m³
R12	Montpezard	Arvillard	582 m	103 m³	0 m³
R13	Ste Marguerite	Arvillard	693 m	42 m³	24 m³
R14	Détrier	Détrier	426 m	101 m³	60 m³
R17	La Chapelle Blanche	La Chapelle Blanche	561 m	225 m³	116 m³
R18	Villaroux	Villaroux	632 m	155 m³	107 m³
R19	Laissaud - Plan Pinet	Laissaud	435 m	194 m³	69 m³
R20	Laissaud ancien	Laissaud	319 m	100 m³	33 m³
R21	Les Mollettes - Combe Forêt	Les Mollettes	390 m	143 m³	88 m³
R22	Villarbet	Les Mollettes	406 m	99 m³	64 m³
Secteur GELON				2206 m³	794 m³
R1	Le Foyot	Etable	713 m	146 m³	100 m³
R2	Rotherens	Rotherens	483 m	633 m³	203 m³
R3	Villard Sallet	Villard Sallet	360 m	152 m³	101 m³
R4	Château La Rochette	Etable	453 m	145 m³	55 m³
R5	La Rochette	La Rochette	467 m	867 m³	227 m³
R15	Mont-Bertrand	La Rochette	465 m	38 m³	5 m³
R16	Grand Mont - Fontaine Fleur	La Rochette	575 m	40 m³	32 m³
R23	La Croix de la Rochette	La Croix de la Rochette	377 m	91 m³	51 m³
R24	Etable - Les Granges	Etable	548 m	54 m³	0 m³
R25	Montalbout	La Croix de la Rochette	595 m	40 m³	20 m³
Total				4062 m³	1728 m³

4.1.4 CHAMBRES PRINCIPALES

On dénombre sur le réseau syndical 3 partiteurs et 2 stations de traitement qui sont les suivants :

N°	Nom	Commune d'implantation	Altitude	Age	Observation
Partiteur					
C1	Partiteur Amont	Verneil	778	1965	
C2	Partiteur Aval	Verneil	655	1965	
C3	Mollard Ciseaux	Presle	820	1965	
Station de traitement					
T1	Le Bourget	Bourget		1975	Reminéralisation, mise en service: 1985
T2	Presle	Presle		1975	Reminéralisation, mise en service: 1985

4.1.5 REDUCTEURS

On dénombre sur le réseau syndical 37 réducteurs qui sont les suivants :

N°	Commune	Nom du réducteur	Type	Diamètre	P amont	P aval	Altitude TN
1	ARVILLARD	Bouclage	aval	100		1,9 bars	520 m
2	ARVILLARD	La Chaz	aval	100	8,5 bars	5,6 bars	546 m
3	ARVILLARD	Molliet	amont / aval	150	8,2 bars	5,0 bars	707 m
4	ARVILLARD	Vers l'église	aval	100	6,8 bars	4,1 bars	480 m
5	CHAPELLE BLANCHE	Carrefour Gayet	aval	125	9,1 bars	6,5 bars	469 m
6	CHAPELLE BLANCHE	Haute Bise	aval	80	12,8 bars	5,4 bars	412 m
7	CHAPELLE BLANCHE	Villard-Martin (Laisaud)	aval	80	11,5 bars	5,0 bars	442 m
8	CHAPELLE BLANCHE	Villard-Martin (Pont Mathieu)	aval	50	9,7 bars	3,5 bars	442 m
9	DETRIER	Réservoir Détrier	aval	80	21,0 bars	4,2 bars	422 m
10	ETABLE	Chef-lieu	aval	150	10,1 bars	2,9 bars	615 m
11	ETABLE	Le Villaret	aval	80	-	4,2 bars	467 m
12	ETABLE	Les Granges	aval	100	12,6 bars	3,5 bars	510 m
13	LA ROCHETTE	La Seytaz Ajoncs	RAMUS	80	-	-	344 m
14	LA ROCHETTE	St-Clair	RAMUS	100	-	-	374 m
15	LAISSAUD	Chapelle Sainte-Anne	aval	100	8,2 bars	3,4 bars	340 m
16	LAISSAUD	Châtaigniers	aval	100	10,0 bars	5,0 bars	338 m
17	LES MOLLETTES	Côte Leçon	aval	125	7,5 bars	6,6 bars	315 m
18	LES MOLLETTES	La Bétaz	aval	80	14,0 bars	5,4 bars	304 m
19	LES MOLLETTES	L'allée	aval	80	-	4,6 bars	333 m
20	PRESLE	Chappelet	aval	100	-	5,9 bars	716 m
21	PRESLE	La Grande Biolle	aval	150	8,6 bars	3,1 bars	957 m
22	PRESLE	Mollard Ciseaux	aval	150	19,4 bars	5,0 bars	896 m
23	PRESLE	Montessuit	aval	65	-	5,6 bars	652 m
24	PRESLE	Pierre Grosse	aval	en cours de réfection			
25	PRESLE	Preslettes (dessus)	aval	100	7,9 bars	1,6 bars	710 m
26	PRESLE	Preslettes (Zanardi)	aval	80	7,2 bars	4,9 bars	647 m
27	ROTHERENS	Chef lieu	aval	100	12,0 bars	5,0 bars	360 m
28	VILLARD SALLET	Sortie Rotherens	aval	100	14,0 bars	6,8 bars	340 m
29	LE VERNEIL	le Verneil	amont	150	13,0 bars	-	-
30	CHAPELLE BLANCHE	Pompape P3 vers Villaroux	aval	80	12,0 bars	8,0 bars	-
31	CROIX DE LA ROCHETTE	Réservoir de La Croix	hydrostab	-	6,5 bars	-	-
32	ETABLE	Réservoir Etable - Les Granges	-	-	-	-	-
33	LAISSAUD	Chantabard	-	-	-	-	-
34	ROTHERENS	Bouclage la Rochette	-	-	-	-	-
35	VILLARD SALLET	vers D925	-	-	-	-	-
36	VILLARD SALLET	Entrée de réservoir	-	125	4,5 bars	-	-
37	VILLAROUX	Les Yvrards (C66)	-	-	-	-	-

4.1.6 CANALISATIONS

La longueur totale du réseau est estimée à 130 786 ml (hors branchement). La répartition entre les différents matériaux et diamètres se fait de la manière suivante :

diamètre	nature	longueur
25	PEHD	228
32	PEHD	55
40	fonte	801
40	fonte	244
40	PEHD	125
50	fonte	182
50	PEHD	114
50	poly	125
50	PVC	238
60	acier	2213
60	fonte	9009
63	poly	162
63	PVC	1290
64	PVC	1645
75	PVC	1909
76,8	PVC	1847
80	acier	1127
80	fonte	8250
93,4	PVC	14485
100	acier	935
100	bioroc	4000
100	fonte	17079
119,4	PVC	744
125	bioroc	212
125	fonte	5194
125	PVC	1508
133	acier	480
140	bioroc	1438
141	PVC	9041
150	fonte	3232
ind.	ind.	42874

NB : les données sont issues de la réalisation des plans des réseaux AEP dans le cadre de l'étude Schéma Directeur. Les diamètres et matériaux non indiqués à ce jour sur ces plans devront être renseignés par la suite par le syndicat afin de compléter ce tableau.

4.2 COUT DE RENOUVELLEMENT

Le bilan financier correspondant au coût du renouvellement du Patrimoine recensé en 2006 est donné dans le tableau ci-dessous. Le coût rapporté au m³ a été établi sur la base des volumes facturés en 2004.

BILAN 2006 d'après le patrimoine estimé

	Nombre	Unité	prix	Amortissements	
				durée	dotation annuelle
captages	11	U	275 000 €	50	5 500 €
réservoirs	3 586	m ³	2 330 900 €	40	58 273 €
pompage d'exhaure	1	U	35 000 €	20	1 750 €
pompage de reprise	8	U	220 000 €	20	11 000 €
traitement reminéralisation	2	U	20 000 €	20	1 000 €
traitement UV	1	U	10 000 €	20	500 €
canalisations	130 786	ml	23 749 110 €	60	395 819 €
branchements *	3 668	Abonnés	8 436 400 €	30	281 213 €
TOTAL			35 076 410 €		755 054 €
					206 €/abonné *
					1,53 €/m³ *

(*) valeurs 2004

abonnés = 3 668
m³ d'eau facturé = 493 395

A titre de comparaison, en 2000 (date de la dernière enquête patrimoine réalisée par SAGERE), le coût du renouvellement des infrastructures du syndicat a été estimé à 0.90 €/m³.

L'analyse de l'état des amortissements du syndicat de l'exercice 2006 fait un inventaire des biens à hauteur de 3 675 370 € (valeur d'achat), soit près de 10% du patrimoine estimé ci-dessus. L'amortissement résultant est de 99 180 € pour l'exercice 2006, à comparer avec l'amortissement calculé de 755 054 €.

Bien que le syndicat applique une politique d'amortissement depuis 1966 et qu'il fait état d'un réseau quasiment neuf, les amortissements appliqués actuellement par le syndicat ne sont pas suffisants pour assurer les provisions de charge pour les futurs travaux de renouvellement.

5 APPROCHE DE L'IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU

Les chiffrages économiques correspondent à des estimations financières en euros courants 2006. Les précisions du chiffrage s'entendent à celle d'un niveau « Schéma Directeur », et ne doivent en aucun cas être considérés comme une enveloppe ferme des travaux.

Seuls les aménagements sur les ressources et le réseau de distribution interviennent dans les coûts de l'eau, les aménagements pour la défense incendie étant classés hors budget de l'eau.

A noter, cependant, qu'il a été intégré dans le chiffrage les aménagements pour la défense incendie participant au renouvellement des conduites AEP du syndicat, ceux-ci étant susceptibles d'être pris en charge dans le budget AEP.

De plus, les calculs sont présentés sans tenir compte des subventions éventuelles, celles-ci évoluant chaque année.

*** Facture type :**

Le tableau suivant présente les prix d'une facture d'eau type 100 m³ pratiqués en 2003 sur le syndicat.

Facture de 100 m³ en 2003

(source : Rapport annuel 2003)

Détails	Prix 2003
Abonnement	32,50 €
Consommation	55,00 €
F.N.D.A.E.	2,13 €
Taxe pollution	29,00 €
Taxe prélèvement	4,00 €
Total HT	122,63 €
TVA	6,74 €
Total TTC	129,37 €
Prix du m ³	1,29 €

*** Impact sur le prix de l'eau :**

Le prix de l'eau doit intégrer les amortissements de telle manière à équilibrer le compte exploitation de la régie :

Etat des amortissements = Remboursement du capital patrimoine
+ Provision de charge pour renouvellement patrimoine
+ Provision de charge pour travaux d'aménagements

Le tableau suivant indique la part de l'état des amortissements estimés pour 2006, prenant en compte les aménagements prévus dans le schéma directeur, à intégrer dans le prix de l'eau :

Etat des amortissements 2006

NB: Le coût rapporté au m³ a été établi sur la base des volumes facturés en 2004.

Amortissement patrimoine = Remboursement capital + Renouvellement patrimoine				1,530 €/m³
Travaux d'aménagement				0,166 €/m³
	Coût total	Coût SIE	Durée	Surcoût
Aménagements Qualité	203 300 €	203 300 €	30 ans	0,014 €/m ³
Aménagements Sécurisation	2 596 000 €	2 596 000 €	60 ans	0,088 €/m ³
Aménagements Défense Incendie	2 658 400 €	1 498 400 €	60 ans	0,051 €/m ³
Coût Rénovation Bâti	45 100 €	45 100 €	60 ans	0,002 €/m ³
Mise en place d'un suivi permanent	182 000 €	182 000 €	30 ans	0,012 €/m ³
Total amortissements 2006				1,696 €/m³

Ce tableau montre que l'impact sur le prix de l'eau est essentiellement lié au coût lié au remboursement du capital patrimoine et à son renouvellement.

L'état des amortissements effectué par le syndicat en 2006 a été évalué à 99 180 €, soit 0.20 €/m³ (sur la base des volumes facturés en 2004).

Le montant correctif à appliquer pour intégrer les provisions de charge pour le renouvellement du patrimoine et les travaux d'investissement serait de +1.50 €/m³, ce qui ramènerait la facture d'eau à près de 2.80 €/m³ sans subvention complémentaire. Ce prix n'est bien sûr pas acceptable pour le consommateur, mais doit être pris en considération par le syndicat par une mise à niveau progressive du prix pratiqué.

6 SYNTHESE PLU

La synthèse du schéma directeur à annexer PLU de chaque commune est jointe en annexe du présent document. Celle-ci est identique pour chaque commune, car à l'échelle du syndicat.

ANNEXES

ANNEXE 1 : REGLEMENT DE SERVICE TYPE

Commune de

REGLEMENT DU SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU

S O M M A I R E

CHAPITRE I **DISPOSITIONS GENERALES**

- Article 1 - Objet du règlement
- Article 2 - Obligations du service
- Article 3 - Modalités de fourniture de l'eau
- Article 4 - Définition du branchement
- Article 5 - Conditions d'établissement du branchement

CHAPITRE II **ABONNEMENTS**

- Article 6 - Demande de contrat d'abonnement
- Article 7 - Règles générales concernant les abonnements ordinaires
- Article 8 - Cessation, renouvellement, mutation et transfert désabonnements ordinaires
- Article 9 - Abonnements ordinaires
- Article 10 - Abonnements temporaires

CHAPITRE III **BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES**

- Article 11 - Mise en service des branchements et compteurs
- Article 12 - Installations intérieures de l'abonné - fonctionnement - règles générales
- Article 13 - Installations intérieures de l'abonné - cas particuliers
- Article 14 - Installations intérieures de l'abonné - interdictions
- Article 15 - Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements
- Article 16 - Compteurs - relevés - fonctionnement – entretien
- Article 17 - Compteurs - vérification

CHAPITRE IV **PAIEMENTS**

- Article 18 - Paiement du branchement
- Article 19 - Paiement des fournitures d'eau
- Article 20 - Frais de fermeture et de réouverture du branchement
- Article 21 - Paiement des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires
- Article 22 - Remboursement d'extensions et autres frais en cas de cessation d'abonnement
- Article 23 - Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

CHAPITRE V **INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION**

- Article 24 - Interruptions résultant de cas de force majeure et de travaux
- Article 25 - Restrictions à l'utilisation de l'eau et modifications des caractéristiques de distribution
- Article 26 - Cas du service de lutte contre l'incendie

CHAPITRE VI **DISPOSITIONS D'APPLICATION**

- Article 27 - Pénalités
- Article 28 - Date d'application
- Article 29 - Modification du règlement
- Article 30 - Clause d'exécution

ANNEXE

- Modèle de contrat d'abonnement

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Service des eaux :

Commune de

Article 1 - Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau du réseau de distribution.

Article 2 - Obligations du service

Le service des eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement et selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du service des eaux, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le service des eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 23 à 25 du présent règlement.

Il est tenu d'informer la collectivité et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage ...).

Tout justificatif de la qualité de l'eau sera affiché en mairie selon les dispositions du décret n° 92-841 du 26/09/1994.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

Article 3 - Modalités de fournitures de l'eau

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau doit souscrire auprès du service des eaux la demande de contrat d'abonnement figurant en dernière page. Cette demande à laquelle est annexé le règlement du service est remplie en double exemplaire et signée par les deux parties. Un exemplaire est remis à l'abonné.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

Article 4 - Définition du branchement

Le branchement comprend depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé ou dans regard,
- la canalisation de branchement - sous gaine - située tant sous le domaine public que privé,
- le regard ou la niche abritant le compteur, le cas échéant,
- un réducteur de pression le cas échéant,
- le robinet plombable avant compteur,
- le compteur,
- le clapet de non-retour avec douille purgeuse et le robinet après compteur.

Article 5 - Conditions d'établissement du branchement

5.1 - Premier établissement

Le même immeuble n'a droit qu'à un seul branchement. Toutefois, si l'immeuble comporte plusieurs logements, il peut être établi plusieurs branchements distincts.

Pour les immeubles collectifs ne disposant que d'un branchement, il peut être accordé autant d'abonnements qu'il y a de logements. Le branchement s'arrête au compteur général ou à défaut à la vanne générale d'arrêt. La consommation des parties communes est réputée égale à la différence entre l'indication du compteur général et la somme des indications des compteurs particuliers. Les compteurs particuliers devront pouvoir être relevés sans pénétrer chez l'abonné. Ils seront placés soit dans les parties communes, soit en gaines techniques accessibles depuis les paliers. L'installation devra recevoir l'agrément du service des eaux.

De même les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le service des eaux fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé, et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur. La nature du matériau de canalisation sera définie par le service des eaux - type PEHD 16 bar -. Entre la canalisation publique et le compteur, la canalisation de branchement sera largement gainée. Un robinet plombable sera placé directement à l'amont du compteur.

La réalisation d'un branchement nécessitant la traversée d'une propriété privée autre que celle de l'abonné sera exceptionnelle et donnera lieu à la signature d'une convention entre les deux propriétaires. Cette convention devra être enregistrée au service des hypothèques.

Si pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le service des eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le service des eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais par le service des eaux ou par une entreprise agréée par lui et par la collectivité.

Toutefois, les travaux de terrassement peuvent être réalisés par l'abonné, sous réserve qu'il se conforme aux directives du service des eaux (et prenne notamment toutes les dispositions nécessaires contre le risque de gel).

Le service des eaux ou l'entreprise agréée par lui et par la collectivité présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

Le service des eaux est chargé de la surveillance de la bonne exécution des travaux réalisés par l'entreprise agréée ainsi que, le cas échéant, ceux réalisés par l'abonné.

Le devis précise les délais d'exécution de ces travaux.

5.2 - Entretien et renouvellement

De même, les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le service des eaux ou, sous sa direction technique, par une entreprise ou organisme agréé par lui et par la collectivité.

Pour sa partie située en domaine public, le branchement est la propriété de la collectivité et fait partie intégrante du réseau. Le service des eaux prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie publique du branchement.

Pour sa partie située en propriété privée, le branchement appartient au propriétaire de l'immeuble. Sa garde et sa surveillance sont à la charge de l'abonné avec toutes les conséquences que cette notion comporte en matière de responsabilité. L'abonné supporte les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement, s'il apparaît que ceux-ci résultent d'une faute ou d'une négligence de sa part ; il doit signaler aussitôt au service des eaux toute anomalie qu'il aurait pu constater.

Le parcours du branchement à l'intérieur de la propriété doit être libre de toute construction ou plantation d'arbres, afin que le service des eaux puisse sans difficulté, faire effectuer par l'entreprise agréée, toutes interventions sur le branchement. A défaut, la canalisation de branchement particulier sera largement gainée de manière à pouvoir être remplacée sans difficulté à partir de points accessibles.

Pour réparer ou renouveler cette partie privée du branchement, l'abonné, à qui est facturé le coût des interventions, doit faire appel au service des eaux ou à l'une des entreprises agréées par ce dernier et par la collectivité.

CHAPITRE II

ABONNEMENTS

Article 6 - Demande de contrat d'abonnement.

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles ainsi qu'aux locataires ou occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant, ou qu'à défaut de cette signature le demandeur constitue un dépôt de garantie dont le montant forfaitaire sera défini par délibération du Conseil Municipal.

Il est remboursé dans le délai d'un mois à compter de la résiliation, déduction faite des sommes éventuellement dues au service, dûment justifiées.

Le dépôt de garantie ne pourra faire l'objet d'aucune révision pour un même contrat.

Le service des eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de huit jours suivant la signature de la demande d'abonnement s'il s'agit d'un branchement existant.

S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande.

Le service des eaux peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le service des eaux peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et avec la réglementation sanitaire.

Article 7 - Règles générales concernant les abonnements ordinaires

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période d'un an. Ils se renouvellent par tacite reconduction par période d'un an.

La souscription d'un contrat d'abonnement en cours d'année entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé à compter de la date de souscription. L'abonnement et la location du compteur seront calculés au prorata des mois écoulés entre la date de souscription et la fin de l'année, sauf le mois entamé lors de la souscription.

La résiliation d'un contrat d'abonnement en cours d'année entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé. La redevance d'abonnement et la location du compteur seront calculés au prorata des mois écoulés depuis le début de l'année, y compris le mois entamé lors de la résiliation.

Lors de la souscription de son abonnement, un exemplaire du tarif en vigueur est remis à l'abonné. Ce tarif précise la part de la recette revenant à chacun des intervenants.

Les modifications du tarif sont portées à la connaissance de chaque abonné par une information écrite.

Tout abonné peut, en outre, consulter les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat, s'il y a lieu, à la mairie ou au siège de la collectivité responsable du service.

Article 8 - Cessation, renouvellement, mutation et transfert des abonnements ordinaires

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en avertissant par lettre recommandée le service des eaux 10 jours au moins avant la fin de la période en cours. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé. Les frais de fermeture sont à la charge de l'abonné dans les conditions prévues à l'article 20.

Si après cessation de son abonnement sur sa propre demande, un abonné sollicite, dans un délai inférieur à un an par rapport à la fin de l'abonnement précédent, la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, le service des eaux peut exiger, en sus des frais de réouverture de branchement et de réinstallation du compteur, le paiement de l'abonnement pendant la période d'interruption.

En cas de changement d'abonné, pour quelque cause que ce soit, le nouvel abonné est substitué à l'ancien, sans frais autres que ceux, le cas échéant, de réouverture du branchement.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis à vis du service des eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

Article 9 - Abonnements ordinaires

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés par la collectivité compétente. Ces tarifs comprennent, outre la location ou la participation à l'entretien et au renouvellement du compteur :

Une redevance annuelle d'abonnement par unité de logement (à définir), qui couvre notamment les frais d'entretien du branchement.

Une redevance au mètre cube correspondant au volume d'eau réellement consommé.

Article 10 - Abonnements temporaires

Des abonnements temporaires peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le service des eaux peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie à fixer dans chaque cas particulier.

Au cas où en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut, après demande au service des eaux, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée par le service des eaux.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

CHAPITRE III

BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

Article 11 - Mise en service des branchements et compteurs

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'en présence de l'abonné et après paiement au service des eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution, conformément à l'article 18 ci-après.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le service des eaux.

Si le compteur n'est pas installé dans un regard en limite de propriété, il doit être placé en propriété et aussi près que possible des limites du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du service des eaux.

Pour un branchement existant, si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le service des eaux, le compteur doit être posé dans un regard en limite de propriété.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible, afin que le service des eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le service des eaux compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties peut proposer à l'autre la signature d'un avenant à la demande d'abonnement portant remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

L'abonné doit signaler sans retard au service des eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

Article 12 - Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le service des eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la collectivité ou aux tiers tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins. Il appartient également à celui-ci, en fonction des caractéristiques du branchement, d'assurer, le cas échéant, la pose et l'entretien d'un réducteur de pression, au départ des installations intérieures.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture de branchement. En particulier, les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier.

A défaut, le service des eaux peut imposer un dispositif anti-bélier.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le

service des eaux, la direction des affaires sanitaires et sociales ou tout organisme mandaté par la collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au service des eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leurs frais (dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 20).

En cas d'urgence ou risque pour la santé publique, le service des eaux peut intervenir d'office et si nécessaire effectuer la fermeture du branchement.

Article 13 - Installations intérieures de l'abonné - Cas particuliers

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avvertir le service des eaux. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, le service pourra prescrire la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF ANTIPOLLUTION ou agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

Article 14 - Installations intérieures de l'abonné, interdictions

Il est formellement interdit à l'abonné :

- 1) D'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie ;
- 2) De pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur,
- 3) De modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets,
- 4) De faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge. L'abonné ayant la garde de la partie du branchement non située sur le domaine public, les mesures conservatoires qu'il peut être amené à prendre de ce fait ne sont pas visées, sous réserve qu'il en ait immédiatement averti le service des eaux.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le service pourrait exercer contre lui.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

Article 15 - Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au service des eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le service des eaux ou l'entreprise agréée et aux frais du demandeur.

Article 16 - Compteurs : relevés, fonctionnement, entretien

Toutes facilités doivent être accordées au service des eaux pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux.

Si à l'époque d'un relevé, le service des eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au service des eaux dans un délai maximal de dix jours. Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant. En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le service des eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et ceci dans le délai maximum de 30 jours ; faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le service des eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année précédente ou, à défaut, sur celle de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le service des eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement jusqu'à la fin de l'abonnement.

Le service des eaux peut également être amené à faire installer un regard en limite de propriété, au frais de l'abonné, si celui-ci refuse toute intervention : relevé du compteur ou réparations nécessaires.

Lorsqu'il réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'il accepte l'ouverture d'un branchement, le service des eaux prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs soit réalisée dans des conditions climatiques normales de la région concernée.

Il informe par ailleurs l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel dans des circonstances particulières. Faute de prendre ces précautions, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du service que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes du fait de l'usager et des usures normales.

Tout remplacement et toute réparation de compteur dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, etc...) sont effectués par le service aux frais de l'abonné. Il est alors tenu compte de la valeur amortie du compteur.

Les dépenses ainsi engagées par le service des eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

Article 17 - Compteurs, vérification

Les compteurs sont vérifiés tous les 15 ans par le service des eaux. De plus, le service des eaux pourra procéder à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le juge utile. Ces vérifications ne donneront lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. Le contrôle est effectué sur place par le service des eaux en présence de l'abonné sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Les frais de vérification seront, préalablement à l'opération, indiqués à l'abonné.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires visées à l'article 11, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné. Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le service des eaux. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé. Le service des eaux a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

Dans le cas où le compteur ne répond plus aux prescriptions réglementaires, la consommation depuis le début de l'année en cours sera calculée, si possible, sur la base des consommations relevées lors des trois années précédentes.

CHAPITRE IV

PAIEMENTS

Article 18 - Paiement du branchement et du compteur

Toute installation de branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu du mémoire établi par le service des eaux ou l'entreprise agréée par la collectivité, lui-même établi, le cas échéant, sur la base du bordereau de prix préalablement accepté par la collectivité.

La collectivité peut décider de prendre à sa charge, lors de la construction ou de l'extension d'un réseau, tout ou partie des frais d'installation des branchements dont la demande lui a été adressée avant les dates publiées par la mairie, pour toutes les propriétés situées le long des canalisations de distribution en cours de pose. Dans ce cas, le service des eaux en informe l'abonné et lui facture l'installation de branchement déduction faite de la participation de la collectivité.

Le demandeur a également à supporter les frais de pose du compteur ainsi que le cas échéant, selon le régime juridique de l'exploitation, ceux de sa fourniture.

Conformément à l'article 11 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

Article 19 - Paiement des fournitures d'eau

Les redevances d'abonnement ainsi que les locations de compteur sont payables par année échue. Les redevances au mètre cube correspondant à la consommation sont payables dès constatation. Toutefois, dans le cas de relevés annuels, le service des eaux pourra facturer un acompte estimé de la consommation annuelle, sur la base correspondant à la moitié de la consommation annuelle précédente. Cet acompte sera défini par délibération du conseil municipal. Ce montant sera payable à semestre échu en même temps que la redevance d'abonnement du semestre suivant.

Le montant de la redevance d'abonnement est dû en tout état de cause.

Sauf disposition contraire, le montant des redevances doit être acquitté à l'échéance indiquée sur la facture. Toute réclamation doit être adressée par écrit au service des eaux.

L'abonné n'est jamais fondé à solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée par son compteur.

Si les redevances ne sont pas payées à échéance, et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien fondé de sa réclamation, le branchement peut être fermé jusqu'à paiement des sommes dues, un mois après notification de la mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné. La réouverture du branchement intervient après justification par l'abonné auprès du service des eaux du paiement de l'arriéré.

Les redevances sont mises en recouvrement par le service des eaux, habilité à en faire poursuivre le versement par tous moyens de droit commun.

Article 20 - Frais de fermeture et de réouverture du branchement

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. A titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement par délibération du Conseil Municipal, selon le barème suivant :

- une simple résiliation ou une fermeture demandée en application de l'article 12, soit un montant forfaitaire;
- une impossibilité de relevé du compteur , un non-paiement des redevances ou des frais d'intervention du service des eaux (ou de l'entreprise qu'il a agréée) en matière d'entretien et de renouvellement du branchement (article 5), sauf le cas où la réclamation de l'abonné est justifiée, soit cinq montants forfaitaires;
- une réouverture d'un branchement fermé en application de l'article 14, soit vingt montants forfaitaires.

La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la redevance d'abonnement et la location du compteur, tant que l'abonnement n'a pas été résilié.

Article 21 - Paiement des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires

Les frais de pose et d'entretien des tuyaux et de compteur, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le service des eaux et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture d'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut, par application de celle fixées à l'article 19, sauf que le montant à verser sera défini par délibération du conseil municipal..

Article 22 - Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

Lorsque pour desservir un abonné, il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchement...), cet abonné, s'il résilie son abonnement dans un certain délai, peut être obligé à verser une indemnité qui doit être prévue au contrat d'abonnement ou à la convention éventuellement passée pour la réalisation des installations.

Un article sur le régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers peut être rajouté

CHAPITRE V

INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

Article 23 - Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux

Le service ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture due à un cas de force majeure.

Le service des eaux avertit les abonnés 24 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

Article 24 - Restrictions à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le service des eaux a, à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la collectivité des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, la collectivité se réserve le droit d'autoriser le service des eaux, à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service - tout en respectant les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental - même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que le service des eaux ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences desdites modifications.

Article 25 - Cas du service de lutte contre l'incendie

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, le service des eaux doit en être averti trois jours à l'avance, de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouches à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls service des eaux et service de protection contre l'incendie. En cas d'infraction, une pénalité de dix montants forfaitaires, identiques aux montants forfaitaires définis à l'article 20, sera appliquée.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 26- Pénalités

Indépendamment du droit que le Service des Eaux se réserve par les précédents articles de suspendre les fournitures d'eau et de résilier d'office l'abonnement sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les infractions au présent règlement sont, en tant que de besoin, constatées soit par les agents du service des eaux, soit par la personne responsable de la collectivité ou son délégué et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Article 27 - Date d'application

Le présent règlement est mis en vigueur à dater

Du _____, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Article 28 - Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le conseil municipal et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés, trois mois avant leur mise en application, par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

Article 29 - Clause d'exécution

Le maire, les agents du service des eaux habilités à cet effet et le receveur municipal en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le conseil municipal

de _____, dans sa séance du :

Le Maire,

ANNEXE 2 : SYNTHESE PLU

SYNDICAT DES EAUX DE LA ROCHETTE

ANNEXES SANITAIRES – PLU

NOTICE EXPLICATIVE – ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Un schéma directeur a été réalisé sur les installations d'alimentation en eau potable du syndicat des eaux de la Rochette.

Les informations suivantes résultent de cette étude.

1. Présentation du syndicat des eaux de la Rochette

Le service de l'eau potable est géré en régie par le Syndicat des Eaux de La Rochette.

La distribution de l'eau sur le syndicat se fait à partir de deux réseaux distincts :

- ♦ *Le réseau Gelon* alimenté par les captages des Quinquins, de la Grosse Pierre et de Botherens. Il dessert les communes suivantes : Etable, Rotherens, Villard Sallet, La Rochette et la Croix de la Rochette.
- ♦ *Le réseau Joudron* alimenté par les captages des 3 sources et de Fontaine Besse. Il dessert les communes suivantes : Arvillard, La Chapelle Blanche, Detrier, Presle, Laissaud, Les Mollettes, Villaroux.

2. Captages et sources

On dénombre 11 captages (Puits de la Seytaz compris), situés sur le Verneil et le Bourget en Huile (hors Syndicat) pour le secteur Gelon et sur Presle pour le secteur Joudron, qui sont les suivants :

N°	Captages	Altitude	Débts étiage 25 mars 03	Débts du 30- janv et 3-fév 06	Année de mise en service	Procédure PP	Observations
Secteur Joudron			29,7 l/s	24,8 l/s			
S7	Les 3 Sources Amont	1130 m	27,0 l/s	21,1 l/s	1990	Procédure en cours	
S8	Les 3 Sources Aval	1100 m	1,7 l/s	1,4 l/s	1990	Procédure en cours	
S11	Fontaine Besse 1a	1055 m	0,9 l/s	2,0 l/s	1990	Procédure en cours	
S10	Fontaine Besse 1b	1050 m	0,0 l/s	0,0 l/s	1990	Procédure en cours	
S9	Fontaine Besse 2	1000 m	0,1 l/s	0,3 l/s	1990	Procédure en cours	
Secteur Gelon			35,8 l/s	47,1 l/s			
S1	Quiquin 1	810 m	8,4 l/s	14,1 l/s	1988	DUP 20juin 1994	repris en 2003
S2	Quiquin 2	800 m	7,7 l/s	11,1 l/s	1988	DUP 20juin 1994	
S4	La Grosse Pierre	900 m	5,6 l/s	7,2 l/s	1998	Procédure en cours	6 ouvrages de captages
S5	Botterens Haut	1080 m			1906	Procédure en cours	abandonné
S6	Botterens Bas	1070 m	3,0 l/s	3,6 l/s	1906	Procédure en cours	
S3	Puits Seytaz	344 m	11,1 l/s	11,1 l/s	1990	DUP 20juin 1994	40 m³/h équipé
Total captages			65,5 l/s	71,9 l/s			

3. Les réservoirs

On dénombre sur le réseau syndical 25 réservoirs qui sont les suivants :

N°	Nom	Commune d'implantation	Altitude	Volume total	Volume incendie
Secteur JOUDRON				1855 m³	934 m³
R6	Les Blancs	Presle	743 m	57 m³	0 m³
R7	Coutaz Chart	Presle	794 m	142 m³	95 m³
R8	Le Mollard	Presle	612 m	102 m³	56 m³
R9	Mollard-Ciseaux	Presle	778 m	42 m³	24 m³
R10	La Combe	Arvillard	633 m	218 m³	133 m³
R11	Lachat	Arvillard	546 m	133 m³	65 m³
R12	Montpezard	Arvillard	582 m	103 m³	0 m³
R13	Ste Marguerite	Arvillard	693 m	42 m³	24 m³
R14	Détrier	Détrier	426 m	101 m³	60 m³
R17	La Chapelle Blanche	La Chapelle Blanche	561 m	225 m³	116 m³
R18	Villaroux	Villaroux	632 m	155 m³	107 m³
R19	Laissaud - Plan Pinet	Laissaud	435 m	194 m³	69 m³
R20	Laissaud ancien	Laissaud	319 m	100 m³	33 m³
R21	Les Mollettes - Combe Forêt	Les Mollettes	390 m	143 m³	88 m³
R22	Villarbet	Les Mollettes	406 m	99 m³	64 m³
Secteur GELON				2206 m³	794 m³
R1	Le Foyot	Etable	713 m	146 m³	100 m³
R2	Rotherens	Rotherens	483 m	633 m³	203 m³
R3	Villard Sallet	Villard Sallet	360 m	152 m³	101 m³
R4	Château La Rochette	Etable	453 m	145 m³	55 m³
R5	La Rochette	La Rochette	467 m	867 m³	227 m³
R15	Mont-Bertrand	La Rochette	465 m	38 m³	5 m³
R16	Grand Mont - Fontaine Fleur	La Rochette	575 m	40 m³	32 m³
R23	La Croix de la Rochette	La Croix de la Rochette	377 m	91 m³	51 m³
R24	Etable - Les Granges	Etable	548 m	54 m³	0 m³
R25	Montalbout	La Croix de la Rochette	595 m	40 m³	20 m³
Total				4062 m³	1728 m³

4. Capacité des réseaux

Les mesures in situ, effectuées lors de la première phase de l'étude, ont permis d'observer des rendements variables selon les secteurs de distribution.

Quatre communes présentes des rendements de distribution faibles :

- Presle : secteurs Les Blancs, Coutaz Chart et Le Mollard
- Arvillard : secteur de La Combe
- Les Mollettes : secteur de la Combe Forêt et Villarbet
- Etable : secteur Le Foyot, Les Granges et Château de la Rochette

Ces faibles rendements reflètent les possibilités de fuites sur ces zones de distribution ou d'écoulements permanents non recensés.

Le tableau ci-dessous récapitule les rendements hydrauliques et les indices ILF (Indice Linéaire de Fuite) observés lors de la campagne de mesures réalisée du 10 au 21 mars 2006 :

N°	Nom	Rendement campagne de mesures	ILF campagne de mesures
Secteur JOUDRON			
R6	Les Blancs	28%	8,4 m³/j/km
R7	Coutaz Chart	28%	8,4 m³/j/km
R8	Le Mollard	28%	8,4 m³/j/km
R9	Mollard-Ciseaux		
R10	La Combe	55%	6,0 m³/j/km
R11	Lachat	76%	3,5 m³/j/km
R12	Montpezard	100%	0,0 m³/j/km
R13	Ste Marguerite	100%	0,0 m³/j/km
R14	Détrier	90%	1,2 m³/j/km
R17	La Chapelle Blanche	90%	1,2 m³/j/km
R18	Villaroux	90%	1,2 m³/j/km
R19	Laissaud - Plan Pinet	78%	2,7 m³/j/km
R20	Laissaud ancien	78%	2,7 m³/j/km
R21	Les Mollettes - Combe Forêt	53%	6,0 m³/j/km
R22	Villarbét	53%	6,0 m³/j/km
Secteur GELON			
R1	Le Foyot	38%	9,3 m³/j/km
R2	Rotherens	60%	4,8 m³/j/km
R3	Villard Sallet	71%	2,0 m³/j/km
R4	Château La Rochette	38%	9,3 m³/j/km
R5	La Rochette	98%	0,4 m³/j/km
R15	Mont-Bertrand	98%	0,4 m³/j/km
R16	Grand Mont - Fontaine Fleur	98%	0,4 m³/j/km
R23	La Croix de la Rochette	100%	0,0 m³/j/km
R24	Etable - Les Granges	38%	9,3 m³/j/km
R25	Montalbout	100%	0,0 m³/j/km

5. Adéquation entre les ressources disponibles et les besoins actuels et futurs

* Hypothèses utilisées :

- ✓ Quantification de la ressource en eau : Les ressources du syndicat comprennent d'une part les sources captées (captage de Botherens compris) et d'autre part les puits de la Seytaz, actuellement utilisé uniquement en cas de secours (intégré dans le bilan du Gelon à valeur de 11.1 l/s, soit 40 m³/h).

En ce qui concerne les débits des sources pris en compte, nous avons choisi de prendre le débit d'étiage historique sur les deux branches de production, soit sur la branche du Gelon, les débits d'étiages du 25 août 2003 et sur la branche du Joudron, les débits d'étiage du 3 février 2006. Ces débits sont ensuite ramenés à des volumes potentiellement disponibles, c'est à dire un volume moyen journalier ramené à 20h :

	Débits d'étiage	Volume moyen sur 24h	Volume moyen sur 20h
Total Joudron	24,8 l/s	2143 m³/j	1786 m³/j
Total Gelon	35,8 l/s	3093 m³/j	2578 m³/j
Total	60,6 l/s	5236 m³/j	4363 m³/j

✓ Quantification des besoins en eau

Les besoins ont été établis à partir des données d'exploitation sur l'année 2004 et des bases d'évolution détaillées dans le rapport de phase 1 du schéma directeur.

	Nom Ville	Besoins actuels		Besoins horizon 2020	
		Situation moyenne	Situation de pointe	Situation moyenne	Situation de pointe
Secteur JOUDRON	ARVILLARD	132 m3/j	253 m3/j	164 m3/j	315 m3/j
	LA CHAPELLE BLANCHE	96 m3/j	184 m3/j	104 m3/j	200 m3/j
	DETRIER	70 m3/j	126 m3/j	90 m3/j	162 m3/j
	LAISSAUD	111 m3/j	186 m3/j	195 m3/j	328 m3/j
	LES MOLLETES	150 m3/j	270 m3/j	245 m3/j	441 m3/j
	PRESLE	141 m3/j	236 m3/j	199 m3/j	334 m3/j
	VILLAROUX	48 m3/j	75 m3/j	96 m3/j	150 m3/j
Secteur GELON	LA ROCHETTE	691 m3/j	1244 m3/j	1050 m3/j	1890 m3/j
	ETABLE	79 m3/j	161 m3/j	84 m3/j	171 m3/j
	ROTHERENS	27 m3/j	49 m3/j	53 m3/j	95 m3/j
	VILLARD SALLET	64 m3/j	99 m3/j	77 m3/j	120 m3/j
	LA CROIX DE LA ROCHETTE	21 m3/j	33 m3/j	33 m3/j	51 m3/j
total Joudron		747 m3/j	1330 m3/j	1093 m3/j	1929 m3/j
total Gelon		883 m3/j	1587 m3/j	1297 m3/j	2328 m3/j
TOTAL		1629 m3/j	2917 m3/j	2390 m3/j	4258 m3/j

*** Bilan en situation de pointe future :**

Le bilan en situation future sur les deux branches de production est donné dans les tableaux suivants :

Joudron:

	Situation moyenne	Situation de pointe
Besoin	1093 m3/j	1929 m3/j
Ressource	1786 m3/j	1786 m3/j
Bilan	693 m3/j	-144 m3/j
	+	-

Gelon:

	Situation moyenne	Situation de pointe
Besoin	1297 m3/j	2328 m3/j
Ressource	2578 m3/j	2578 m3/j
Bilan	1281 m3/j	249 m3/j
	+	+

Le bilan en situation de pointe future est le suivant :

- Sur la branche Joudron, le déficit est estimé à 150 m³/j, soit 2 l/s
- Sur la branche Gelon, l'excédent est estimé à 250 m³/j, soit 3.5 l/s

Le bilan en situation future sur l'ensemble du syndicat est donné dans le tableau suivant :

Total Syndicat:

	Situation moyenne	Situation de pointe
Besoin	2390 m3/j	4258 m3/j
Ressource	4363 m3/j	4363 m3/j
Bilan	1973 m3/j	106 m3/j
	+	+

Sur l'ensemble du syndicat, le bilan est excédentaire de **100 m³/j**, soit **1.4 l/s**.

Ce bilan révèle que à l'échelle du syndicat la ressource en eau du syndicat est suffisante, par contre celle-ci n'est pas en adéquation avec la répartition des besoins sur les branches Joudron et Gelon.

Il sera donc intéressant par la suite de réaliser un maillage entre ces deux branches de production.

Les possibilités de mettre en œuvre une interconnexion mutuelle entre les réservoirs de la Rochette et de la Combe ont été étudiées dans le cadre du schéma directeur.

6. Défense incendie

Le diagnostic de la défense incendie est détaillé dans le rapport de fin de phase 2 du schéma directeur.

L'analyse de la défense incendie a révélée :

- ✓ un fort taux de poteaux incendies non conformes sur le territoire du syndicat : taux de conformité moyen des PI de 30% (375 PI recensés)
- ✓ l'absence de couverture incendie sur certaines zones
- ✓ des capacités limitées en terme de stockage d'eau

7. Propositions d'aménagements

Ces propositions sont détaillées dans le schéma directeur d'alimentation en eau potable dans le rapport de phase 2 du schéma directeur, elles concernent les points suivants :

- Amélioration de la qualité de l'eau
- Sécurisation de la ressource en eau
- Amélioration du suivi d'exploitation (mise en place d'une télégestion)
- Amélioration de la défense incendie
- Rénovation du bâti